

## 4 - Mauvaises lectures

Des compagnons d'Offensive (Berti et Gildas) ont interviewé Serge Halimi à propos de son livre : *Le grand bond en arrière (Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde ?) Fayard, 2004. En voici des extraits (interview complète consultable sur le site d'offensive)*

*Votre livre casse l'idée reçue qui voudrait que la droite et la gauche s'opposent sur la question de la privatisation des services publics.*

Le cas de la Nouvelle-Zélande prouve le contraire. Les sociaux-démocrates sont arrivés au pouvoir en 1984 et ce sont eux qui ont immédiatement engagé le pays dans une vague de «réformes» libérales qui ont fait de cet État l'un des plus libéralisés du monde, en particulier en matière de contractualisation des tâches de la fonction publique. Depuis l'Organisation de coopération et de développement économiques et le Fonds monétaire international ne cessent de vanter ce modèle.

(...) Alors que les socialistes étaient au pouvoir, l'enseignement est devenu un commerce, les entreprises publiques ont été vendues, forêts domaniales comprises, à des sociétés américaines ou japonaises. Désormais même les emplois administratifs de très haut niveau font l'objet d'appels d'offre au privé et de CDD.

*Une fois la spirale de la privatisation lancée, celle-ci s'enchaîne comme si c'était naturel.*

La logique libérale est un système cohérent qui réclame que tout soit libéralisé. Dès les années 60, les libéraux – alors marginalisés par l'hégémonie keynésienne – ont dressé la liste des «réformes» à engager. Il s'agit d'un mécano où chacune des transformations débouche sur la suivante et où l'édifice n'est construit

que quand tous les piliers sont en place. Ainsi, une fois les transports publics mis en concurrence, il faut supprimer les lignes secondaires devenues non rentables. Reste alors la voiture individuelle qui, un peu comme le téléphone portable, conforte le mécanisme de privatisation générale.

*Aujourd'hui, Keynes semble être le sauveur d'une gauche en perdition, alors que c'est un libéral.*

Le keynésianisme est né de la faillite du capitalisme libéral des années 20 qui avait débouché sur la crise. Aujourd'hui, l'interventionnisme paraît de gauche, mais la régulation du capitalisme par l'État ne doit rien à une générosité sociale des classes possédantes. Le capital a dû, pendant un temps, faire des concessions, s'il voulait éviter l'explosion. Il fallait alors que tout change pour que rien ne change !

*Opposer l'État au capitalisme est un schéma trompeur ?*

Le capitalisme n'a cessé de feindre s'opposer à l'État tout en y ayant en permanence recours. Fernand Braudel l'a déjà expliqué : «Quand vous allumez votre lampe, la nuit venue, et que vous laissez votre fenêtre ouverte, les malheureux papillons de nuit vont vers votre lumière. Capitalistes et gens d'argent se précipitent jour et nuit vers l'énorme lumière toujours allumée de l'État. Ils ne s'y brûlent pas toujours.» Mais depuis 20 ans, cette action publique s'est reconvertie de la protection sociale vers le contrôle social.

La plupart des articles de ce numéro spécial sont inspirés de ou issus directement des n° de janvier de



Offensive Libertaire et Sociale (OLS)  
c/o Mille Bâbords,  
61 rue Consolat, 13 001 Marseille  
06 77 54 39 74  
<http://offensive.samizdat.net>



OCL c/o CLÉ DES CHAMPS  
BP 20912  
44009 NANTES Cedex 1  
Tél. / fax. : +33 (0)3 88 32 37 52  
<http://ocl.libertaire.free.fr>

### Creuse-Citron s'adresse à

tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Creuse-Citron est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron  
Courrier : 7, Les Chambons  
23150 St-Martial Le Mont  
Courriel : [creusecitron@free.fr](mailto:creusecitron@free.fr)

### Abonnements

Les frais d'envoi postaux sont de 1 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50cts. Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir et envoyez nous le montant correspondant en timbres. Vous pouvez également nous adresser un courriel pour vous procurer la version PDF.

### Dépôts

**Aubusson** : Bar *Au Fabuleux Destin*, 6 rue Roger Cerclier.  
**Champagnat** : Snack-bar *Aux deux Pas d'la*  
**Chaussidoux** : Bar Restaurant *La Stabu* 23200 St Maixant  
**Guéret** : Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché. Librairie *Les Belles Images*, rue Eugène France.  
**Royère** : Bar *L'atelier*.  
**Sardent** : Bar *Chez Bichette*  
**Eymoutiers** : Librairie *Le Passe-Temps*

# Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire – N° spécial, 5 mars 2005

## Tous dans la rue à Guéret, mais pour défendre quels services publics?

La défense et le développement des services publics est un enjeu qui dépasse les pseudo clivages droite/gauche. Entre l'ultra-libéralisme de l'UMP, le libéralisme masqué du PS ou l'étatisme rétro du PC le débat ne porte que sur la part faite à l'état. Tant que les services publics seront conçus comme un dû émanant de la manne étatique ils resteront le symbole de la bureaucratie jacobine et centralisatrice. Passons nous de l'état et des patrons pour prendre en charge par nous-mêmes la gestion de nos besoins fondamentaux !



## Pour une gestion directe et décentralisée des services publics

Les services publics à la française, dans leurs formes actuelles, datent de 1946. Il s'agissait de reconstruire la France, l'époque se prêtait donc aux politiques keyésiennes, fondées sur une forte intervention étatique dans tous les secteurs de l'activité sociale.

Près de cinquante ans plus tard, le New Deal stalino-gaulliste a fait son temps.

L'idéologie libérale classique avait accompagné les débuts du capitalisme industriel, l'idéologie néo-libérale accompagne la prise de possession absolue de la planète par la logique marchande : entre ces deux moments, l'idéologie de l'Etat-providence n'aura été qu'une parenthèse historique, sans laquelle le capitalisme n'aurait pu réaliser le saut qualitatif qui a caractérisé ces décennies que les apologistes du système baptisent impudemment de «Trente glorieuses».

Vouloir reconduire le compromis de 1946 et s'arc-bouter sur la défense des services publics a quelque chose de pathétique à une époque où le capitalisme n'a plus besoin de faire quelque sorte de compromis. Et face à une logique marchande devenue totalitaire, il conviendrait au contraire si on veut défendre quelque chose comme appartenant au public de revendiquer ouvertement son caractère non rentable, voire déficitaire. Ce que la gauche se garde bien de faire, cramponnée à sa vision d'un capitalisme régulé et qui croit combattre la

logique marchande sur son propre terrain.

La privatisation, totale ou partielle, des dits services publics n'annonce évidemment rien de bon : une fois ces secteurs livrés à la concurrence, quelques grandes sociétés capitalistes se partageront le marché, les plus fortes se retrouvant à brève échéance dans cette situation de monopole absolu que l'on peut déjà observer, par exemple, dans le marché de l'eau.

Cela signifie surtout que le simple usager des services en question se trouvera sans recours face au pouvoir discrétionnaire de ces sociétés privées, comme c'est déjà le cas avec celles qui assurent la distribution de l'eau potable et qui font, littéralement, ce qu'elles veulent.

On n'aurait hélas aucun mal à rétorquer que, de toute façon, c'est ce que font déjà les prétendus services publics, EDF et SNCF en tête...Mais ce serait une hérésie aussitôt condamnée par tous les partis, syndicats et associations qui, dans leur défense du «service public», entendent qu'on les suive sans discussion. Il est vrai que celui-ci constitue la clef de voûte idéologique de toute la gauche. Qu'on la retire et tout l'édifice s'écroule : dans la version sociale-contrainte si on veut défendre quelque chose comme appartenant au public de revendiquer ouvertement son caractère non rentable, voire déficitaire. Ce que la gauche se garde bien de faire, cramponnée à sa vision d'un capitalisme régulé et qui croit combattre la

(Suite page 2)

## L'ETAT N'EST PAS LE LIEU D'UN COMPROMIS

La consolidation des services publics et sociaux a toujours été une question centrale du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, les luttes contre la précarisation du salariat se positionnent sur la problématique des droits et de leur libre accès. Mais il faut être prudent quant aux potentialités rupturistes de ces revendications. Il ne s'agit pas de demander « plus d'État » ni « mieux d'État ». Pour nous, l'État n'est pas le lieu d'un compromis. Il reste l'endroit de la défense des intérêts des capitalistes, la gestion policière de la pauvreté en étant l'indice le plus actuel.

En revanche, nous croyons que la manière de mener la lutte, les rencontres, les assemblées, les moments d'entraide... valent autant que le résultat revendicatif. Car une fois les temps forts retombés, ce sont bien les solidarités concrètes qui continuent de structurer les communautés antagonistes sur le long terme.

D'après R. Schwarz (dans Offensive)

### GRATUITE et AUTOGESTION

La gratuité d'accès à tous les services publics devrait être une *revendication non-négociable* dans tout mouvement.

A l'heure où l'on défend « les acquis », elle permet de reprendre la main pour en envisager de nouveaux. Alors que tout ce qui est gratuit devient payant, réclamer la gratuité des services publics va à l'encontre de la marchandisation du monde. Cela permet de revendiquer le caractère volontairement sans profit d'un service collectif.

La question n'est plus de savoir qui a les moyens de payer, mais comment s'organiser pour que chacun ait accès à la santé, à la nourriture, au logement, ... ? Elle détruit la logique du tri social que propose le système payant. La revendication de services publics autogérés devient une revendication évidente. (...)

Si l'autogestion est un objectif, elle ne saurait souffrir d'étape où les usagers ne sont que des consultant-e-s, qui donnent leur avis quand on leur demande. Ces sièges réservés aux associations ont pour seule finalité de nous rendre impuissant-e-s, de nous faire cautionner des décisions que nous refusons. L'autogestion est bien la capacité de décider et non pas d'être consulté-e-s !

D'après Gildas dans *Offensive*.

(Suite de la page 1)

Le postulat commun à toute la gauche est que l'Etat gère les services à caractère public en tant qu'il représente l'intérêt général de la Nation. Or cette dernière abstraction idéologique dissimule en réalité un processus de dépossession très concrète des populations locales confrontées à l'arbitraire de la décision étatique, qui n'hésite pas à les sacrifier quand « l'intérêt général » le justifie : lequel intérêt général suppose de faire la part belle à nombre d'intérêts privés, des marchands de canons aux lobbys pétroliers, des magnats du BTP aux nucléocrates, qui chacun à leur manière contribuent à la puissance de la Nation.

La notion d'égalité est fondamentale dans l'idéologie républicaine, et trouve à s'exprimer surtout dans cette question des services publics : égalité d'accès aux soins médicaux et hospitaliers, à l'éducation, à la culture, à l'énergie, aux télécommunications, au chemin de fer, à la route etc. On pourrait déjà objecter que l'égalité d'accès suppose la gratuité du service en question, qui serait alors financé par les prélèvements sur profits et revenus. Mais la République fonctionne sur le mode de l'illusion religieuse : de la même manière que tous les Chrétiens étaient égaux devant Dieu – et seulement devant Dieu –, tous les Français le sont devant l'Etat. ...

Ainsi, le fait que les simples particuliers paient l'électricité et le gaz plus cher, proportionnellement, que les entreprises industrielles n'a jamais fait l'objet du moindre débat public. On trouverait aussi bien à redire sur ce patriotisme enraciné chez les employés du « service public » arc-boutés sur la défense de « la maison ». Combien d'employés de la SNCF soutiennent le principe de la gratuité des transports (eux qui en profitent déjà) ? De la même manière, les employés d'EDF-GDF, qui bénéficient eux aussi de la gratuité des fournitures, n'ont jamais élevé la voix pour

réclamer la gratuité générale. Même en tant que moyen de lutte, la gratuité du transport ou des fournitures n'a été employée que très exceptionnellement, et les syndicats ne l'ont jamais encouragée, liés qu'ils sont par ce contrat fondateur qui en fait des collaborateurs à part entière. Et quiconque a eu maille à partir avec des contrôleurs SNCF doute de la mission de caractère public qu'ils remplissent (au sens où la police remplit « une mission de caractère public » comme on dit à Attac).

Il est clair que les privatisations en cours, par les effets calamiteux qu'elles ne manqueront pas d'engendrer (si l'on se réfère à l'exemple britannique) vont contribuer à poser un jour ou l'autre la question que la gauche française ne veut pas voir poser.

Actuellement tout est verrouillé entre l'idéologie néo-libérale (pour qui décentralisation signifie seulement libéralisation) d'un côté et l'idéologie néo-jacobine de l'autre (pour qui le public c'est l'Etat). Mais la question que nous avons à poser est celle d'une inversion des lieux de pouvoir, qui ramène la primauté du local sur le global (en tous cas, qui génère une autre articulation des deux que celle, hiérarchique et anti-démocratique, organisée en forme de pyramide dans le cadre de l'Etat-nation).

Pour finir, la dénonciation de l'Europe néo-libérale ne saurait nous ramener à la défense du modèle politique de l'Etat-nation, mais au contraire nous porter à concevoir un nouvel espace sans frontières. De même la dénonciation des privatisations ne saurait nous ramener au jacobinisme sociaux ou stalinoïde mais au contraire nous porter à concevoir des services publics organisés d'en-bas, et non du haut de la pyramide étatique.

D'après un article d'Alèssi DELL'UMBRIA paru dans « *Offensive* » de janvier 2005.

## A LA RECHERCHE D'UN STATUT D'INTERET GENERAL

La défense des services publics est liée, entre autres, à la crainte de voir disparaître, le statut de fonctionnaire comme dernière forme d'emploi stable, garantie à vie et communément perçue comme étant à l'abri des logiques concurrentielles. Cette peur n'est pas infondée, les évolutions du marché du travail depuis 30 ans montrant combien le **modèle linéaire formation-emploi en CDI-retraite est désormais battu en brèche**. Une discussion avec des postiers (ou autres) vous convainc que le statut public ne préserve en rien du développement de relations au travail détériorées, concurrentielles et aliénantes. Ainsi, ces derniers sont enjoint par leur direction de "faire du résultat", en plaçant toujours plus de produits financiers à l'ancien **usager-ère devenu client-e**, moyennant quoi des primes individuelles sont attribuées. (...)

Si on définit collectivement des activités relevant de

l'intérêt général, ce qui peut s'étendre bien au-delà des secteurs aujourd'hui publics, bien entendu, il est essentiel de mettre en place des conditions pour leur accomplissement les détournant de tout caractère aléatoire et arbitraire. (...)

Le juriste Alain Supiot précise 3 principes. La société devrait préserver les travailleurs ayant pour tâche la réalisation de missions d'intérêt général :

- "du pouvoir discrétionnaire de l'employeur" (rapport au **pouvoir**),
- des intérêts lucratifs (rapport à l'**argent**) ainsi que
- du discontinu (rapport au **temps**).

**Un projet communiste libertaire, articulé autour de modèles d'autogestion et de distribution, ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les formes à donner aux relations au travail.**

Tiré d'*Offensive* (d'après R.S)

## Repenser l'utilité sociale des services publics

Affirmer que l'économie doit avoir pour objectif la création de biens et de services utiles à chaque individu et non d'engendrer des profits pour quelques-uns, c'est également démontrer que tout devrait être service public, et dénoncer le caractère arbitraire de ce qui est actuellement défini comme tel.

Pourquoi l'eau devrait être un service public comme le réclame ATTAC, mais pas la nourriture ou l'habillement ? Inversement, faut-il créer une collectivisation généralisée (au risque de retomber dans les erreurs passées du centralisme totalitaire ...) ? Ou bien faut-il intégrer les critiques du pro-ductivisme, l'analyse des conséquences sociopolitiques induites par la "Technique" pour tenter de recréer un autre mode de production autocentré, maîtrisable par des communautés à taille humaine ? Seuls les mouvements sociaux remettant en cause ce monde peuvent avoir la légitimité d'explorer des voies de contournement des impasses économiques actuelles.

### Qu'appelle-t-on actuellement service public ?

Le service public a été défini comme toute activité d'une collectivité publique visant à satisfaire un besoin d'intérêt général obéissant aux principes constitutifs suivants :

**Egalité** : face aux charges ou aux avantages, tous les usagers doivent être égaux.

**Continuité** : il ne doit pas y avoir de rupture dans le fonctionnement du service. Ainsi le droit de grève est-il réglementé dans certains services publics (service minimal par exemple).

**Adaptation** : il implique que le service public suive les exigences d'un "intérêt général" fluctuant.

**Gratuité** : s'il n'existe pas en droit, il est souvent associé pour les usagers à la notion de service pu-blic dont la fixation des prix échappe au marché (par exemple le coût du ticket de métro ou la gratuité du service des pompiers).

### Et pourtant ...

Le principe d'égalité n'existe pas véritablement. Le tarif de l'électricité, des télécommunications, du courrier, etc. n'est pas le même suivant que l'on est un usager domestique ou un usager industriel. A la SNCF, il existe toujours un tarif 1ère classe et un tarif 2ème classe, un tarif TGV et un tarif Corail, un tarif "public" et un tarif pour les adeptes de l'Internet, ...

De même, le principe de continuité n'existe pas dans la réalité : on supprime des lignes de chemin de fer sous prétexte qu'elles ne sont pas rentables, on ferme des hôpitaux de proximité pour la même raison, l'usager domestique qui a du mal à régler sa facture EDF se voit couper sa ligne ou baisser au niveau le plus faible, permettant tout juste l'éclairage, alors que de plus en plus de logements sont équipés du chauffage électrique. Quant au principe de gratuité, n'en parlons pas...

### Pour l'utilité sociale du travail

Au fur et à mesure que la société marchande s'étend, des secteurs entiers de l'activité humaine, qui auparavant étaient décidés plus ou moins collectivement et assumés gratuitement, entrent dans le champ de l'Economie. Ces activités, qui structuraient peu ou prou des rapports de solidarité et d'échange, sont donc détruites et remplacées par des ersatz consommables et monnayables. En fait, il ne s'agit là de rien de plus que de la marche forcée du capitalisme pour s'étendre et trouver de nouveaux marchés, sous forme de territoires ou de secteurs de la vie sociale. Et toujours au prix de la destruction : des peuples, des cultures, des liens sociaux, des activités assumées collectivement, de la gratuité. Pour le capitalisme, c'est reculer que d'être stationnaire !

Telle est fondamentalement l'utilité de presque tout ce qui se produit actuellement sur la terre : pouvoir se vendre. L'unique objectif de la mise en œuvre des nouvelles technologies est la sacro-sainte croissance et la nécessité pour le capital d'accroître la

production en diminuant les coûts. L'utilité sociale, celle de la nécessité de se nourrir, de se vêtir, de se chauffer, de jouer et de jouir, de connaître et de découvrir, ne sert que de toile de fond aux activités mercantiles. Ces dernières s'appuient sur ces nécessités non pour les satisfaire, mais pour faire miroiter une hypothétique satisfaction qui recule au fur et à mesure que les capacités de production s'étendent. L'utilité sociale est au marketing ce que la libido est au psychanalyste : son fonds de commerce.

C'est ainsi que se réalise une société de frustration qui s'articule autour de la pénurie matérielle dans certaines zones et certaines classes, et d'une abondance falsifiée et d'une vie sociale appauvrie dans d'autres zones

En fait, l'utilité sociale, l'utilité de ce qu'on produit est d'abord un problème politique qui devrait découler de choix de société. Autrement dit "On veut vivre comme ça et on s'en donne les moyens", et non le contraire : "On produit d'abord, on verra ensuite". Le capitalisme a sacralisé la production au point que c'est le processus productif qui détermine nos rapports sociaux, nos envies, nos désirs. Et c'est précisément cela dont nous ne voulons plus !

Mais qui, "nous" ? Nous entrons là de plain-pied dans la définition de la ou des collectivités humaines. Pas cette collectivité mondiale et abstraite, celle du pseudo "village planétaire", qui n'existe qu'au travers des médias et du Capital ; mais ces collectivités, en chair et en os, faites de rapports de proximité, de connaissance de leur environnement, celles qui permettent d'envisager la démocratie directe. Des collectivités entre lesquelles peuvent se construire des rapports de solidarité, d'égalité et d'échange, et non de haine, de guerre et de concurrence, comme cela se produit lorsque la collectivité a été détruite ou affaiblie. Car le problème est bien que la primauté de l'Economie sur le Politique (au sens noble) déstructure perpétuellement les communautés humaines, y compris celles que le système a lui-même créées, atomise les individus, et laisse le champ de la communication, des interactions et des décisions aux différents pouvoirs. Parler d'utilité sociale renvoie donc au territoire, au communautaire, au collectif, au "maîtrisable", autant dire à tout ce dont ce système cherche à nous déposséder et qu'il s'agit, par les luttes, de se réapproprier.

d'après un article tiré de *Courant Alternatif*, OCL, février 2005



Dépassons les manifestations symboliques par une action directe permanente